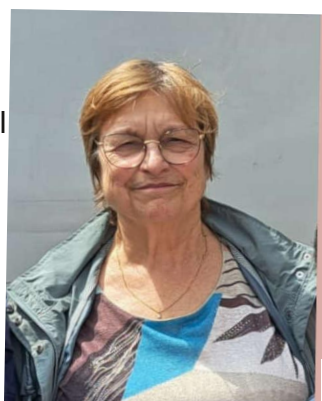


Éditorial de Gisèle Cailloux

Aux élections européennes du 9 juin 2024 chaque voix compte : 5 députés de droite peuvent basculer à gauche ! Votez Léon Deffontaines pour des choix immédiats pour votre pouvoir d'achat et le développement des services publics !



Le pouvoir d'achat : Le tarif de notre électricité en dit long sur le choix de ceux qui nous gouvernent mais aussi sur les possibilités immédiates que cela change ! Alors que nous produisons l'électricité la moins chère d'Europe grâce à notre parc nucléaire couplé à une énergie renouvelable, notre gouvernement a accepté que les prix de notre

énergie dépendent d'un système spéculatif basé sur le prix du gaz. Les conséquences sont terribles sur les factures d'énergie des particuliers mais aussi pour nombre de petites et moyennes entreprises qui font faillite. Cela serait le résultat d'une résolution votée par les députés européens ? Vrais et FAUX ! Aucun texte voté par les députés européens ne peut être ratifié sans l'accord du Conseil des ministres (Conseil qui réunit les ministres des pays membres). La France pouvait donc refuser ce système spéculatif avec d'autres pays, système que ni l'Espagne ni le Portugal n'appliquent ! Le vote Léon Deffontaines, c'est le choix de sortir notre électricité de la spéculation !

Les services publics : Notre dépendance des marchés financiers nous conduit, avec l'inflation, à subir les hausses des taux d'intérêt qui se traduisent, à dette égale, par des dizaines de milliards de dépenses supplémentaires. Le gouvernement annonce 10 milliards d'économie cette année sur l'hôpital déjà bien malade, sur l'école publique, sur les indemnités des chômeurs... La même chose est programmée en 2025 et plus après ! Les profits records des entreprises du CAC 40 qui ont bénéficié plein pot de la manne publique lors du Covid ne sont pas mis à contribution ! Et bien, s'il est élu, Léon Deffontaines portera une proposition applicable tout de suite, sans nécessiter l'accord unanime ni même majoritaire des 27 pour sauvegarder et même développer nos services publics : hôpitaux, école, transports, etc.

À gauche LFI propose que la BCE prête directement aux États membres ce qui est interdit par le traité de Lisbonne et renvoie à des changements lointains de traité. Glucksmann propose que l'Europe s'unisse pour emprunter aux marchés financiers, ce qui de fait, nous laisse à la merci de ces marchés financiers.

Avec Léon Deffontaines nous disons : il y a une solution immédiate permettant d'utiliser la BCE pour s'émanciper des marchés financiers. Les règles européennes ne permettent pas à la BCE de prêter directement aux pays membres. Nous proposons la création d'un Fonds de développement économique, social et solidaire qui ferait l'interface entre les États membres et la BCE qui l'alimenterait. Le traité de Lisbonne permet cette création sans qu'il soit besoin d'un accord unanime ou majoritaire. Institution financière, cette dernière pourrait ainsi financer les services publics (prêts conditionnés) à taux zéro pour des durées importantes en fonction des besoins. L'augmentation de la dette serait ainsi indolore, ne gonflerait pas les taux d'intérêts et ne nous mettrait pas à merci des marchés financiers et de leurs taux usuraires.

Pour rappel, le budget européen c'est 170 milliards d'euros, la BCE c'est 7000 euros de dépenses !

**Vote aux
élections
européennes
9 juin
2024**

Dans une lettre ouverte, la tête de liste PCF aux élections européennes Léon Deffontaines s'est dit «très touchée» par le témoignage d'une électrice du Rassemblement national qui avait raconté sa «colère» et ses difficultés.

Nous publions cette lettre en pages 2 et 3

Chère Colombe,

J'ai pris connaissance de votre existence il y a quelques jours, lorsque vous êtes intervenue, en marge du meeting de Jordan Bardella, à Perpignan.

Comme beaucoup de mes camarades, j'ai été très touché par votre témoignage, noble et émouvant, emblématique du désarroi social qui frappe des millions de femmes et d'hommes dans notre pays. Au micro de Paul Larrouturou, vous avez fait état de votre colère et de votre inquiétude à évoluer dans « ce monde de fous », régi par l'angoisse de la hausse des factures et par l'impossibilité de trouver un travail. Allocataire du RSA et bénévole aux Restos du cœur, vous espérez des solutions pour vivre dignement.

Vos paroles ne me quittent plus. Pour tout vous dire, elles me hantent. Elles sonnent le rappel d'un échec collectif, celui de la gauche, qui vous a oubliée et méprisée, soit par désintérêt des classes populaires, soit au fallacieux prétexte que vous ne faites pas partie d'un hypothétique peuple de gauche, chimiquement pur. Vos mots frappent de plein fouet ceux qui se réfugient, avec une sincérité que je ne conteste pas, dans des postures moralistes pour expliquer la montée en puissance de l'extrême droite. L'esprit humain étant ainsi fait, il est parfois plus facile d'emprunter des chemins de traverse pour masquer ses propres turpitudes.

Je ne suis pas de ceux-là. Ce que je souhaite, chère Colombe, c'est vous convaincre que le Rassemblement national (RN) vers lequel vous vous êtes tournée n'est pas le remède aux terribles maux qui vous touchent. Il est, au contraire, un faussaire de la question sociale.

À l'Assemblée nationale où ses élus sont dument représentés, le RN vote main dans la main avec la majorité actuelle dès qu'il s'agit de s'opposer à des mesures susceptibles d'améliorer la vie des Françaises et des Français, en particulier les plus modestes. Ainsi, chère Colombe, Madame Le Pen et ses députés ont voté contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le blocage des prix, contre le gel des loyers, contre le rétablissement de l'ISF, contre une loi de lutte contre les déserts médicaux, soit autant de propositions que nous défendons avec constance, convaincus que ce sont des leviers indispensables pour mettre un coup d'arrêt à la précarisation que vous évoquez avec beaucoup de justesse.

Avec nous, chère Colombe, vous n'auriez pas besoin de trouver un travail, car vous seriez déjà en retraite. Une retraite bien méritée, à 60 ans, après une vie de labeur. Une retraite payée par les cotisations sociales que Marine Le Pen et les siens entendent diminuer, fragilisant ainsi notre système de retraites par répartition.

Dans les villes qu'il dirige, le RN ne fait guère mieux et s'en prend régulièrement aux plus modestes d'entre nous. C'est le cas, à Beaucaire, où son maire, le dénommé Julien Sanchez, a déclaré que « si on arrêta un peu avec l'assistanat, les Français chercheraient un peu plus de travail. » Alors, je vous le demande Colombe, est-ce parce que vous touchez le RSA que ne vous trouvez pas de travail ?

Certainement pas. La faute en revient à ce système économique complètement fou, plébiscité par Jordan Bardella et son parti.

Car, au fond, vous le voyez bien, Marine Le Pen et Emmanuel Macron ont en partage une même vision du monde : celle de la concurrence de tous contre tous et de la destruction du tissu de fraternité que vous mettez en œuvre dans votre activité bénévole aux Restos du cœur.

Pour autant, même si cette démonstration me semble accablante, je n'ignore pas que les conséquences d'une illusion ne sont pas illusoires. Il vous faudra du temps pour déconstruire cette réalité et nous faire confiance à nouveau.

C'est mon désir le plus profond. Face à un système qui nous contraint à plier le genou, je souhaite, dans le cadre de cette campagne européenne, relayer votre colère et vous donner la possibilité de relever la tête. Et si je parviens à vous faire changer d'avis pour les élections européennes qui auront lieu le 9 juin prochain, alors croyez bien que je serai le plus heureux des candidats.

Mais je préfère rester modeste. J'aimerais dans un premier temps renouer le dialogue avec vous et avec celles et ceux qui estiment que le RN est aujourd'hui le plus à même de comprendre cette colère grandissante. C'est notre travail. Il y a urgence, car, depuis de trop nombreuses années, nous les avons laissés prendre nos mots, ceux du Front populaire et du Conseil national de la résistance, pétrifiés d'avoir à mener bataille sur un terrain social duquel nous avons parfois été délogés.

Je m'y emploie, avec d'autres, convaincus que rien n'est inéluctable. Nous y arriverons.

En attendant, j'espère sincèrement que cette lettre aura retenu votre attention.

Je me tiens à votre entière disposition dans la perspective d'un dialogue constructif.



*Prenez soin de vous, chère Colombe,
A bientôt,*

Léon Deffontaines

Tête de liste de la Gauche unie

Logement

Sous la présidence de Macron, il se construit moins de 100000 logements sociaux par ans, alors que plus de 2,6 millions de ménages modestes sont en attente d'un logement. Pour masquer ce refus de construire des logements sociaux le ministre Guillaume Kasbarian a détaillé comment il comptait ouvrir la chasse locataires "dits riches" de leur logement social. Il cherche à opposer les locataires entre eux, s'opposant à ce maire de Suresnes nous rebat les oreilles en s de mixité dans les cités HLM pour éloigner les pauvres. mais le Maire de Suresnes n'impose aucune mixité sociale dans le programme

des promoteurs immobiliers. La première mouture du projet de loi a suscité une levée de boucliers, en particulier ses dispositions concernant le logement social. Le Conseil national de l'habitat (CNH), rassemblant les nombreux acteurs du monde du logement (associations professionnelles, bailleurs sociaux, élus, associations de locataires...), s'est majoritairement prononcé contre, un vote qui n'a qu'une valeur consultative. Tandis que les cinq principales associations de locataires HLM ont fustigé dans la foulée « un projet de loi qui fait la chasse aux pauvres ».

Palestine: Soutien aux étudiants et à tous ceux qui sont mobilisés pour la paix !

À la Sorbonne, comme à Science Po Paris ou Lyon, des membres du personnel ainsi que des étudiantes et étudiants se mobilisent dans le cadre d'actions en solidarité avec le peuple palestinien. Les fermetures administratives ou encore les opérations des autorités pour évacuer brutalement les personnes mobilisées sont inacceptables et constituent une véritable dérive répressive en contradiction avec le droit constitutionnel de manifester. Cette dérive s'inscrit dans la droite lignée de la répression de l'action syndicale et des atteintes aux droits et libertés que nous connaissons ces derniers mois. Le PCF soutient les étudiants et étudiantes mobilisés pour la paix. L'Université est le lieu dans lequel peut et doit s'élaborer les débats et discussions politiques. Il faut le garantir et le protéger. De même, les récentes menaces de la présidente de région d'Île-de-France, Valérie Pécresse, de suspendre les financements destinés à

Sciences Po Paris est irresponsable. Les rares financements pour les établissements de l'Enseignement supérieur ne peuvent être une variable d'ajustement permettant de satisfaire des postures politiques.



A l'opposé de la répression actuelle, le PCF appelle le gouvernement à faire entendre la voix de la France et à prendre des initiatives pour le cessez-le-feu, l'arrêt des crimes de guerre du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la libération des otages détenus par le Hamas et la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël.

Entreprise: Fabien Roussel veut un droit de vote des salariés dans les entreprises

Face à l'exorbitante rémunération de Carlos Tavares, directeur général de Stellantis, Fabien Roussel a fait deux propositions. D'abord celle de limiter les écarts de salaire, pour qu'ils n'aillent pas au-delà d'un rapport d'1 à 20 au sein d'une même entreprise. Et ensuite, d'accorder aux salariés des entreprises "un droit de vote sur la production et la répartition des richesses". "Ils participent à cet effort, c'est à eux qu'on demande de pas être augmenté, de travailler plus", a-t-il souligné sur le plateau de LCI, appelant à "faire confiance aux ouvriers".

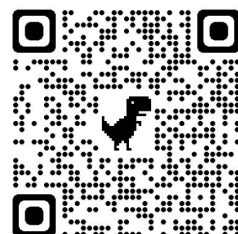
Elections Européennes

En Juin 2024 reprenons la main en France et en Europe avec la liste de gauche

Léon Deffontaines

Avec le PCF je passe à l'action !

- ☐ _____ **J'adhère au Parti Communiste Français**
- ☐ _____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**
- ☐ _____ **Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF**



Nom : Prénom :
Adresse
Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com